

Une récente émission de Christine OCKRENT (France Europe Express), pointait du doigt , la relative indifférence des français vis à vis des propositions concernant la construction d'une vraie politique pour l'avenir de l'Europe.

C'est d'ailleurs un paradoxe quand on sait que le vote sur le référendum européen et son projet constitutionnel avait connu une participation forte des électeurs français avec un vote majoritaire contre, signe de défiance envers toute une partie du traité marquée d'une empreinte libérale d'inspiration anglo-saxonne.

Est ce une raison pour s'en désintéresser soudain alors que la France a besoin de l'Europe tout autant que l'Europe a besoin de la France, état fondateur et seconde puissance européen?

Certes, la tâche est difficile : l'Europe s'est démesurément élargie sans que son socle ait été nettement fondé.

L'entrée de la Bulgarie et de la Roumanie, à la démocratie interne encore incertaine complique s'il en était besoin, la situation actuelle.

Cependant, le CENTRE GAUCHE des Radicaux de Gauche, solidaire de la candidature de Ségolène ROYAL est convaincu que la France , en solidarité avec des pays qui partagent ses réticences doit poursuivre le combat pour abandonner le premier projet de constitution européenne touffu, illisible et, à certains égards très ambigu ,pour adopter un projet simplifié , ordonné, autour de quelques grands axe:

1) Une vraie démocratie des institutions : rôle accru du parlement disposant de la décision budgétaire et élisant un Président à la large autorité, un nouveau mode de désignation des députés européens plus proche des populations , de nouvelles ressources extraites d'une partie des impôts nationaux .

2) Un gouvernement monétaire confié à une Banque Centrale Européenne indépendante, mais à la condition d'un vrai débat d'orientation avec le Parlement , par exemple 2 fois l'an , à la condition aussi , que tout ne soit pas soumis à un trop strict carcan monétaire tuant la croissance et l'emploi.

3) La mise en chantier volontaire de grandes politiques créatrices d'emplois nouveaux :

Agence de l'Energie et de l'Environnement, réseau progressif européen ferroviaire à grande vitesse, garantie de maintien de la "notion de services publics" pouvant se diversifier selon les traditions nationales mais conservant la primauté d'un accès universel et égalitaire.

4) La mise en place , sous contrôle du Parlement de structures où l'Europe saura enfin abandonner la cacophonie et les hésitations, pour trouver une voix commune en matière de politique étrangère et de défense.

5) L'acceptation , dans l'attente d'un processus global , de coopérations renforcées entre les "les états volontaires" dont l'engagement serait une incitation pour tous , à aller plus loin.

6) La création de structures de conseil, nouvelles , traduisant mieux l'implication des citoyens (syndicats , consommateurs, structures d'économie sociale etc...)avec des droits contrôlés mais réels pour des référendums sur des questions cruciales.

7) Enfin, et surtout prééminence des votes à la "majorité qualifiée" dans les domaines qui se fondent encore sur la règle de l'unanimité , ce qui revient dans une Europe à 27 comme actuellement , à un immobilisme certain et pénalisant pour tous.

Dans une telle perspective de remaniement démocratique de l'Europe, les Radicaux de Gauche refusent pour la France le recours réducteur au vote parlementaire pour une vraie décision populaire , à l'issue de débats participatifs , seul moyen pour que les citoyens européens se sentent concernés par le devenir de l'Europe, d'une Europe qui leur ressemble et sur laquelle ils aient le sentiment de pouvoir influencer.